

Présidentielle 2027, la grande kermesse

Description

Une cinquantaine de prétendants se pressent déjà sur la ligne de départ. On y retrouve les figures les plus connues et les favoris des médias, tels que Marine Le Pen, Édouard Philippe, Gabriel Attal, Bruno Retailleau et Jean-Luc Mélenchon, ainsi que d'illustres inconnus de second plan… notamment à gauche.

Le dernier en date à s'être déclaré candidat est l'ancien Premier ministre socialiste Bernard Cazeneuve. Nourrit-il le rêve de chiper la place de son ancien mentor, François Hollande, qui brigue lui aussi un retour à l'Élysée ?

Selon Ophélie Roque, on assistera à une véritable « kermesse présidentielle ». Et pourquoi pas Cyril Hanouna, ou Daffy Duck ?

Un peu de sérieux.

La France se rapproche de l'abîme. Le pays fait face à des défis majeurs, tant sur le plan économique que sur le plan sécuritaire.

Que nous réserve donc 2027 ? L'élection d'un président capable d'affronter ces défis ou, une fois encore, un scrutin qui sera, selon toute vraisemblance, celui du dépôt de bilan ?

La situation économique est catastrophique. La croissance est atone, oscillant entre 0 % et 1 % selon les années. La dette publique atteint 3 500 milliards d'euros, le déficit public dépasse largement les 5 % du PIB et le taux des OAT à dix ans franchit les 4 %, son plus haut niveau depuis 2009.

Si la France s'appelait la Grèce, le FMI serait probablement intervenu depuis longtemps. Mais la France, avec l'Allemagne, constitue l'un des piliers de la zone euro. Elle bénéficie ainsi de la protection de l'euro, monnaie essentiellement politique, et de la Banque centrale européenne, ce qui lui permet de poursuivre son comportement de cigale.

Parmi les candidats les plus susceptibles d'accéder au second tour selon les différents sondages, aucun ne semble envisager une véritable politique économique libérale. Tous proposent, à des degrés

divers, de prolonger un modèle fondé sur un État toujours plus interventionniste, mêlant étatisme et socialisme, voire, pour le plus radical d'entre eux, le « Chavez de Tanger », une forme de marxisme :

La campagne n'a pas encore réellement commencé. Il existe pourtant un espace politique pour une droite à la fois libérale et conservatrice, qui pourrait rassembler David Lisnard, Bruno Retailleau et Sarah Knafo.

Dans le monde anglo-saxon en particulier, les droites sont généralement conservatrices sur le plan des valeurs et libérales sur le plan économique. La France demeure une exception, où le socialisme a profondément influencé une partie de la droite. Mikhaïl Gorbatchev disait de la France : « qu'elle était le seul pays où le communisme avait réussi ».

Pourtant, Frédéric Bastiat, député et économiste libéral du XIXe siècle, résumait ainsi sa vision de l'État : *« L'État, c'est la grande fiction à travers laquelle tout le monde s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde*. »

Selon Milton Friedman : *« L'État a trois fonctions principales : assurer la défense militaire de la nation, respecter les contrats entre particuliers et protéger les citoyens contre les crimes commis contre eux ou leurs biens. Lorsque l'État, animé de bonnes intentions, tente de réorganiser l'économie, de légiférer sur la morale ou de favoriser des intérêts particuliers, il en résulte une inefficacité, un manque de motivation et une perte de liberté. L'État doit être un arbitre, et non un acteur. »*

L'heureux élu du 2 mai 2027 devra faire face à l'une des plus graves crises économiques et sociales de notre histoire récente, dans un monde toujours plus instable et complexe. Mais qui sera véritablement capable d'y répondre ? Qui souhaite réellement exercer le pouvoir plutôt que simplement conquérir l'Élysée ?

Seul un large plébiscite populaire, accompagné d'un recours accru au référendum, pourrait permettre de débloquer la situation et de libérer la France d'un certain nombre de ses contraintes.

Plus de la moitié des Français vit aujourd'hui, directement ou indirectement, des dépenses publiques, autrement dit grâce aux prélèvements opérés sur l'autre moitié du pays. Ce modèle atteint ses limites. Il est temps de retrouver l'esprit de 1958 et les réformes du plan Rueff-Pinay, en redonnant à la liberté sa place de valeur cardinale.

Malheureusement, la droite vient peut-être d'offrir un cadeau empoisonné à Bruno Retailleau. Après ce que certains qualifient de trahison de Laurent Wauquiez, le Sénat vient de rédiger un rapport qui pourrait déboucher sur une proposition de loi liberticide, sous couvert de lutter contre toute « *ingérence électorale intérieure ».* Orwellien !

Si Bruno Retailleau ne parvient pas à faire prévaloir son autorité au Sénat, il sera difficile de convaincre les Français qu'il pourra redresser le pays.

À ce jour, un seul candidat assume pleinement l'héritage de Jacques Rueff et la tradition libérale française : David Lisnard.

Donald Duck

Categorie

1. Politique

date créée
30 juillet 2026